



VIE DES PARTIS

Claudine Munari quitte la fédération de l'opposition congolaise

La présidente du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail (Must), Claudine Munari, a officiellement annoncé, le 16 janvier à Brazzaville, son départ de la Fédération de l'opposition congolaise (Foc) et du Front républicain

pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), deux plateformes qu'elle dirigeait depuis cinq ans. L'ancienne ministre du Commerce et des Approvisionnement (2009-2015) a indiqué, à cet effet,

qu'elle ne sera pas candidate à l'élection présidentielle du 21 mars prochain dont elle a sollicité le report ; parce que, selon elle, toutes les conditions ne sont pas réunies.

Page 4

TRANSPORT AÉRIEN

Ecair va renouer avec les vols domestiques



La ministre en charge des Transports répondant aux questions des journalistes à l'arrivée de l'appareil à Maya-Maya

Un des quatre avions de la compagnie aérienne congolaise, Equatorial Congo Airlines (Ecair), a atterri vendredi à l'aéroport international Maya-Maya en provenance d'Addis-Abeba où il était en révision pendant plusieurs mois. Le retour progressif des aéronefs d'Ecair

visé, selon la ministre en charge des Transports, Ingrid Ghislaine Olga Ebouka-Babakas qui l'a réceptionné, la reprise des vols domestiques par cette compagnie nationale. « (...) Il faut dissocier le retour des aéronefs qui va se faire les uns après les autres au redémarrage de l'activité de la société sur lequel nous travaillons aussi. Mais avec le retour de cet appareil, nous verrons de nouveau un avion d'Ecair volé dans le ciel de notre pays dans les semaines à venir », a-t-elle indiqué.

Page 5

COVID-19

Un rebond de la pandémie aux proportions inquiétantes

Le point épidémiologique du 15 janvier révèle que le Congo connaît un rebond de la pandémie de coronavirus (Covid-19) avec quelque 576 cas de contamination enregistrés au cours des deux premières semaines du mois de janvier. Ce rebond constaté depuis le mois de

décembre 2020 inquiète les pouvoirs publics, notamment le ministère de la Santé qui appelle au respect scrupuleux des mesures barrières, notamment le port obligatoire et correct du masque, le lavage régulier des mains et la distanciation physique.

Page 10

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Le pont sur la M'vouma officiellement mis en service

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a inauguré, le 15 janvier à Okonga dans le district d'Owando, le pont sur la M'vouma, axe Linnengue-Boua dans le département de la Cuvette. Financé par l'Etat congolais pour un coût global de plus de 999 millions FCFA, cet ouvrage de franchissement construit dans le cadre du programme pluriannuel du gouvernement vise à rétablir l'ancien tracé de la route nationale n°2. L'objectif, a indiqué le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Emile Ouosso, est de permettre l'unité physique du pays et l'ouverture vers les pays voisins.



Le Premier ministre et sa suite effectuant la traversée du pont

Page 6

Éditorial

Ajouts sur la liste

Page 2

ÉDITORIAL

Ajouts sur la liste

Anatole Limbongo-Ngoka, Guy Brice Parfait Kolelas, Mathias Dzon, Bonaventure Mbaya, la liste des candidats à l'élection présidentielle du 21 mars prochain s'allonge. Jusqu'au 7 février, date de clôture du dépôt des candidatures en cours à partir du 21 janvier, d'autres acteurs se prononceront sans doute encore pour le scrutin à venir. Il est plus que probable que le président sortant, Denis Sassou N'Guesso, annoncera la candidature à sa propre succession dans les tout prochains jours. Les discours entendus de ses fidèles et alliés depuis plusieurs semaines vont tous dans ce sens.

Engagée sur cette même voie de la confrontation pacifique, la Convention des partis républicains-COPAR- a promis, au cours d'une conférence de presse, vendredi dernier, de dévoiler le nom de son meneur bientôt. Qu'en sera-t-il des autres groupements et formations politiques restés muets à ce jour ? Un de ces acteurs silencieux est le président du Conseil national de la résistance-CNR-, Frédéric Ntoumi Binstamou.

Partie prenante, avec le gouvernement, de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités, conclu le 23 décembre 2017, au terme duquel la tranquillité est revenue dans le département du Pool après des mois de violences, la parole du premier responsable du CNR intéresserait sans doute l'opinion nationale dans le moment présent.

Dans trois semaines, le suspense sera levé sur la qualité des hommes et des femmes qui prendront la course pour la magistrature suprême. Combien seront-ils ? Nul ne le sait encore. Le temps viendra de les juger à l'aune de leurs projets de société, de la façon dont ils les partageront à leurs potentiels électeurs. Avant qu'ils ne récoltent ce qu'ils auront semé. Disons leur d'avance bonne chance.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le Club 2002-PUR valide la candidature de Denis Sassou N'Guesso

Réuni en assemblée générale extraordinaire le 14 janvier au siège de l'arrondissement 2 Bacongo, le Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), a qualifié de « judicieux » le choix de la majorité présidentielle à la candidature de Denis Sassou N'Guesso.



Le présidium/Adiac

Le corps électoral est convoqué le 21 mars prochain pour le scrutin présidentiel. Selon le Club 2002-PUR, l'actuel chef de l'Etat incarne l'unité et la stabilité ; présente des atouts de pacificateur, de rassembleur et de bâtisseur du Congo. « Nous demandons très respectueusement au président Denis Sassou N'Guesso de faire acte de candidature le 5 février 2021, cette date étant un référentiel historique pour le candidat. Le Club 2002-PUR le rassure de son soutien indéfectible, moral, matériel et financier ; s'engage à verser sa caution de dépôt de candidature à l'élection présidentielle du 21 mars 2021 », ont mentionné les participants à cette assemblée générale, tenue en format réduit.

La direction politique nationale a, par ailleurs, exhorté

l'ensemble des militants et sympathisants ainsi que le peuple congolais à se mobiliser autour de la candidature de Denis Sassou N'Guesso en s'inscrivant sur les listes électorales. Présidant la rencontre, le secrétaire général du Club 2002-PUR, Juste Désiré Mondélé, a invité tous les responsables et cadres du parti à veiller scrupuleusement à ce que l'opération d'enrôlement sur le fichier électoral soit un succès dans leurs départements respectifs.

Selon lui, les bureaux du parti dans les départements, les arrondissements, les districts et les villages doivent désormais être transformés en directoires de campagne pour le candidat de la majorité présidentielle. Il a également demandé aux militants et sympathisants du Club 2002-PUR de se rapprocher des autres partis de la majorité présiden-

tielle et de toutes les forces actives au développement et à la vision politique du candidat Denis Sassou N'Guesso pour créer, dit-il, des synergies. « Le corps électoral a été convoqué pour le 21 mars. Alors, le compte à rebours à commencer. Nous devons nous mettre en ordre de bataille, l'heure n'est plus aux discours mais aux actions. Les actions commencent par l'enrôlement sur les listes électorales. Soyons plus sur le terrain et surtout vous devez aller vous faire enrôler par équipe, par délégation, par groupe, par troupe pour qu'il y ait une visibilité. Les nouveaux électeurs doivent se faire enrôler tout en vérifiant s'ils sont détenteurs de leurs pièces d'identité nationale », a exhorté Juste Désiré Mondélé.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhdas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Bonaventure Mbaya candidat au scrutin

Le président de "Convergence citoyenne", Bonaventure Mbaya, a annoncé le 15 janvier à Brazzaville sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain, lors d'une conférence de presse.



Bonaventure Mbaya/Photo Adiac

« Je me porte aujourd'hui candidat à la prochaine élection présidentielle, pour relever les défis du changement et de la rupture avec la gouvernance actuelle afin de refonder notre avenir commun dans le cadre d'une nation réconciliée. J'ai déclaré ma candidature pour répondre à l'appel au service émanant des cris des Congolais », a-t-il déclaré.

Le projet politique de Bonaventure Mbaya porte sur quatre axes prioritaires à savoir la paix et la réconciliation nationale ; l'économie sociale de marché et le partage du pouvoir par la décentralisation, ainsi que la mise en place d'une constitution républicaine qui promeut l'unité nationale et garantit les libertés politiques.

Le candidat se fixe trois grands défis

majeurs notamment la stabilité politique basée sur la maîtrise de la force publique ; la démocratie et la réconciliation nationale, soutenues par le règlement à l'amiable des conflits, le défi économique.

Bonaventure Mbaya a en outre précisé que sa « candidature ne sera confirmée que si les conditions de transparence et d'équité qui garantissent la crédibilité d'une élection présidentielle apaisée sont réunies ».

Le président de Convergence citoyenne a suggéré que des réformes profondes soient opérées en amont afin de garantir la crédibilité de ce scrutin. Il exige, entre autres, la refonte du fichier électoral par un recensement administratif spécial avec la participation des représentants des partis ou groupements politiques ; la mise en place d'une commission électorale nationale indépendante.

Bonaventure Mbaya demande également la remise d'une copie des procès-verbaux de compilation des résultats à chaque membre de la commission locale ainsi que la participation des délégués des candidats à l'opération de compilation. Il a par ailleurs appelé à la tenue d'un dialogue national pour régler en famille les maux qui minent la nation. Rappelons que Bonaventure Mbaya a été ministre de la Jeunesse et des Sports du Congo-Brazzaville sous le régime du feu président Pascal Lissouba. Il est enseignant chercheur de Biologie cellulaire et moléculaire à la faculté des sciences de l'université Marien-Ngouabi à Brazzaville.

Firmin Oyé

La Copar va bientôt investir son candidat

La Convention des partis républicains (Copar) va investir dans les tout prochains jours son candidat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.



Présidium de la cérémonie d'échange de vœux à la presse nationale

Le coordonnateur par intérim de la Copar, Chris Antoine Walembault, a mis à profit l'échange des vœux avec la presse pour annoncer le projet de la plateforme politique de présenter son candidat à la prochaine élection présidentielle. Il a, en même temps, fait le point des activités politiques nationales et présenté les perspectives de son groupement pour l'année 2021.

Par ailleurs, la Copar constate avec désolation une précampagne électorale organisée et animée par les associations, les dynamiques et les groupements associatifs, en violation de la loi sur les partis politiques. Ainsi, elle en appelle au ressaisissement du ministère de l'Intérieur et du Conseil supérieur de la liberté de communication, dont la passivité face à cette mobilisation illégale constitue un silence coupable.

Abordant le point sur les activités politiques nationales de 2020, la Copar s'est félicitée de sa participation à la concertation politique de Madingou, dans la Bouenza. En même temps, il a édifié l'assistance sur son apport

et sa participation aux autres événements, entre autres les sénatoriales partielles.

De plus, la Copar a rappelé qu'elle avait alerté le gouvernement à débiter très tôt les opérations préélectorales pour éviter, a-t-elle renchéri, de tomber dans les impératifs des délais et le travail à la va-vite.

En outre, la Copar est revenue sur le message du président de la République sur l'état de la nation devant le parlement réuni en congrès et son adresse au réveillon d'armes. A propos, la plateforme politique déplore le fait que le gouvernement semble ne pas mettre en pratique les orientations présidentielles. « La Copar note la promesse du chef de l'Etat de recruter des jeunes dans la fonction publique. La transparence dans la sélection des dossiers ne doit souffrir de népotisme ni de favoritisme observés jusque-là. La situation des retraites impayées et les dossiers en attente doivent préoccuper le gouvernement en 2021 », pouvait-on lire dans le mot liminaire aux échanges lu par un membre de la Copar.

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

20 janvier

Cela a duré bien longtemps mais le bout du tunnel pour le président élu des Etats-Unis, Joe Biden, est à vue d'œil. Dès ce lundi 18 janvier seulement 48 heures le séparent de la consécration. Il faut avouer que le chemin menant à la Maison Blanche peut être semé d'embûches, surtout si celui qui vous précède à la place n'est pas d'humeur à vous la laisser paisiblement.

En l'absence du sortant Donald Trump, qui n'assistera pas à son investiture et l'a annoncé

ouvertement, le 46ème président des Etats-Unis d'Amérique sera entouré des plus anciens à la fonction. Tous ont refusé de croire, quels qu'en soient les défis, qu'une élection présidentielle peut mettre à mal le puissant édifice démocratique que par le sacrifice et la patience, Américains et Américaines de toutes les générations et de toutes les couleurs ont bâti de leurs mains et consolidé depuis plus de deux siècles.

Bill Clinton, George Bush et Barack Obama qui présidèrent aux destinées

de la première puissance mondiale les décennies passées, avec eux le vice-président sortant, Mike Pence, seront sur la place publique vénérée du Capitole après-demain. Pour célébrer l'alternance en cours et saluer une transition attendue par la majorité de leurs concitoyens qui, le 3 novembre dernier, l'avaient entérinée en accordant leurs suffrages à leur nouveau président.

Peut-être que la présence des personnalités citées plus haut aux côtés du président et de la vice-président élus, aidera-t-elle à

surmonter les épreuves du 6 décembre qui virent se produire l'impensable avec l'irruption des partisans de Donald Trump dans la prestigieuse enceinte de la démocratie américaine. Là même où la première puissance mondiale s'adresse au reste du monde par l'exemple.

A Joe Biden de montrer qu'il peut faire oublier à ses compatriotes, aux alliés de l'Amérique, à ses admirateurs et, pourquoi pas, à ses adversaires le souvenir complexe des quatre dernières années.

Gankama N'Siah

VIE DES PARTIS

Claudine Munari quitte la Fédération de l'opposition congolaise

La présidente du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail (MUST), Claudine Munari, a officialisé le 16 janvier à Brazzaville, son départ de la Fédération de l'opposition congolaise (FOC) et du Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), deux plateformes qu'elle dirigeait depuis cinq ans.

L'ancienne ministre du Commerce a évoqué la nécessité de s'adapter à la nouvelle donne technologique. Selon Claudine Munari, la conjoncture actuelle convoque tout le sens des responsabilités des dirigeants politiques, des partis et associations. « *Les uns et les autres ne peuvent plus faire comme il y a seulement cinq ans. C'est pour ces raisons, qu'en prenant nos distances d'avec le Frocad, et aussi en nous retirant de la FOC, deux organismes qui avaient fait l'honneur à la présidente du MUST de les diriger, nous recentrons nos efforts sur notre parti comme fer de lance de la lutte politique* », a-t-elle déclaré au cours d'une cérémonie d'échanges de vœux avec les cadres du MUST. D'après elle, le peuple a besoin d'associations et de partis politiques



Les membres du MUST/Adiac

concourant à éclairer son chemin et à la formation de ses suffrages. Le MUST prendra, a-t-elle indiqué, toutes ses responsabilités dans ce défi majeur. « *Nous rappelons que les convictions exprimées autrefois aux noms respectifs du Frocad et de la FOC demeurent nôtres.*

Elles sont intimes à notre vision et sont inséparables de notre engagement politique. En effet, le MUST n'accepte pas et n'acceptera pas que des Congolais soient détenus pour avoir exercé leur droit constitutionnel de participer à une élection, fusse-t-elle présidentielle...», a

poursuivi Claudine Munari.

Reporter l'élection présidentielle du 21 mars

Interrogée sur la candidature du MUST à la prochaine présidentielle, Claudine Munari a indiqué qu'on ne peut pas aller à une élection où les résultats sont connus d'avance. « *Nous revendiquons publiquement le report de l'élection présidentielle à venir, prévue en mars 2021. Nos motifs sont clairs. Accepter que l'élection présidentielle à venir ait lieu dans ces conditions reviendrait à se porter solidaire d'une amputation du droit constitutionnel de nos compatriotes de participer à la délibération sur le destin national. Un tel choix serait contraire à ce qui fonde notre lutte politique* », a-t-elle justifié.

Rappelant l'action du parti en 13 ans d'existence, le 1er secrétaire du MUST, Marcel Mboukou, a souligné que leur formation politique a été de tous les rendez-vous politiques, sauf aux élections législatives et à la concertation politique de Ouesso en 2017.

Parfait Wilfried Douniama

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Les membres du PCT Ignié se mobilisent pour l'enrôlement

Le président du comité du Parti congolais du travail (PCT) du district d'Ignié, José Cyr Ebina a invité, le 15 janvier, les militants des localités de cette partie du département du Pool, à s'inscrire massivement sur les listes électorales.



José Cyr Ebina échange avec les membres de la section PCT Mbamba/Adiac

Tout a commencé au village Boulankio jusqu'à Bambou Mingali en passant par Sala-Odzoua, Ingouo, Ifono, Oka-service, Nkouo et Mbamba 1. Partout, le message était le même : s'inscrire massivement sur les listes électorales et poursuivre la campagne d'adhésion au PCT dans le strict respect des mesures barrières contre le coronavirus.

José Cyr Ebina qui est par ailleurs député de la circonscription électorale d'Ignié a mis en exergue toutes ses connaissances en communication afin de sensibiliser ses interlocuteurs à l'importance de participer à l'opération de révision des listes électorales. Il estime que cette opération qui précède l'élection présidentielle de mars prochain permettra aux membres du PCT de se mobiliser tout en préparant les futures échéances. « *La tournée consistait à sensibiliser nos camarades pour leur demander de se faire enrôler. Nous avons beaucoup de jeunes à l'âge de voter ici à Ignié. C'était également l'occasion de leur demander d'aller établir leur carte d'identité. Le PCT a choisi l'axe social, nous devons nous unir pour nous entraider. Outre l'opération d'enrôlement aux listes électorales, nous avons poursuivi notre campagne d'adhésion* », a expliqué José Cyr Ebina.

A la fin de chaque étape, une séance de questions réponses a été organisée. Une manière de permettre aux responsables du parti dans ces différentes localités d'émettre leurs points de vue sur les questions d'actualité ainsi que leurs doléances. « *Nous sommes très contents de vous recevoir ici puisque vous êtes mieux placés pour aller exposer et défendre nos différents problèmes à l'Assemblée et aux responsables du parti. Depuis toujours, nous sommes confrontés aux problèmes d'électricité, de l'hôpital, de l'école, des voies d'accès (routes) sans oublier celui du chômage* », a déploré, Franck Ngaloli, habitant d'Ingouo. La version de Franck Ngaloli a été partagée par un jeune de 19 ans, habitant Bambou Mingali qui pense que « *tout ce que les hommes politiques nous demandent, nous l'exécutons mais en retour, ils sont toujours ingrats* », a-t-il fait remarquer.

Dans sa gibecière José Cyr Ebina a apporté des bavettes et autres matériaux de lutte contre la pandémie à coronavirus. Il a également profité de l'occasion pour présenter officiellement le nouveau bureau exécutif du comité PCT Ignié.

Rude Ngoma

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

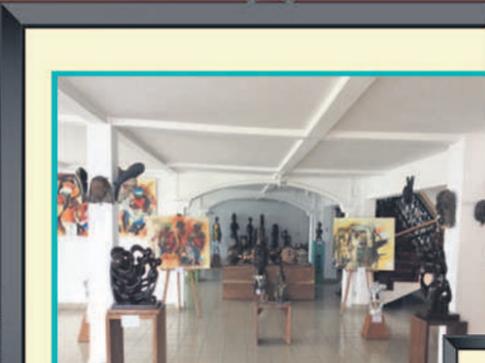
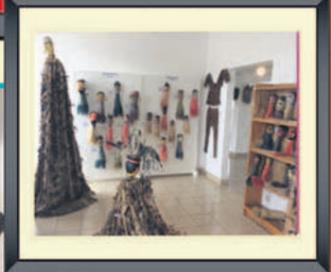
SCULPTURES

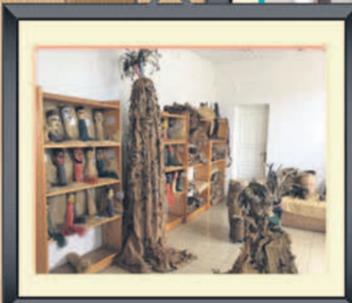
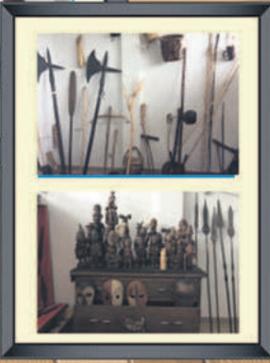
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

HYDROCARBURES

Optimisme sur les perspectives du marché du pétrole au premier trimestre 2021

Les analystes du secteur pétrolier projettent le prix du baril du Brent au-dessus de 50 dollars, au premier trimestre de l'année en cours.

L'annonce a été faite, lors de la réunion des prix des hydrocarbures produits en République du Congo, au quatrième trimestre 2020, tenue le 15 janvier à Kintélé. « *L'aube 2021 présente plutôt des signaux positifs avec les cours du pétrole, affichant les prix du baril au-delà de 50 dollars américains, sommet plus atteint depuis le début de la Covid-19* », a indiqué le ministre des Mines et de la Géologie, Pierre Oba, représentant son homologue des Hydrocarbures.

« *Nous saluons les efforts fournis par les membres de l'Opep pour la mise en place d'une politique incitative à la hausse des deux cours de référence* », a souligné Pierre Oba.

Rappelons que le Congo, pour répondre à la demande croissante du pays et de la sous-région en produits pétroliers finis, a récemment signé, avec la société chinoise Beijing Fortune Dingheng, une convention d'investissement pour la construction d'une nouvelle raffinerie modulaire qui aura une capacité de raffinage de 2 500 000 tonnes métriques par an.

L'objectif étant d'augmenter la production des produits finis, notamment les essences et le gasoil, le GPL, les fiouls légers et le pétrole lampant.

Outre l'optimisme annoncé, le marché du pétrole sera éventuellement influencé par des facteurs tels que les effets du vaccin contre la covid-19, les tensions géopolitiques, le niveau global de l'offre, de la demande et leur équilibre ainsi que les marges de raffinage.

Le niveau de la production libyenne, de l'économie chinoise et sa demande de pétrole, des quantités de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et du stock mondial fait également partie des facteurs pouvant influencer le prix du baril en 2021.

Prix fixés des hydrocarbures au quatrième trimestre 2020

La moyenne trimestrielle des prix fixés au Congo, arrêtés lors de la réunion du 4e trimestre 2020, en dollars par baril, se présentent comme suit : Djéno mélange : 43,9 ; Nkossa Blend : 42,6 ; Yombo : 47,5 ; Nkossa Butane : 37,6 et enfin Nkossa propane : 26,2.

La moyenne des prix fixés des hydrocarbures est de 43,7 dollars par baril, pour un différentiel moyen de -0,5 dollar le baril.

Signalons que le premier trimestre 2020 a été marqué par une chute sans précédent des cours de brut, atteignant une valeur historique de 16 dollars le baril. Le deuxième semestre a été, quant à lui, couronné par une reprise graduelle de la consommation mondiale de brut des produits raffinés ayant maintenu le cours moyen du Brent au-delà de 40 dollars.

Signalons que la réunion des prix du premier trimestre 2021 aura lieu en avril prochain.

Lopelle Mboussa Gassia

FINANCES

L'ordre des experts comptables se dote d'un nouveau siège

Le président de l'Ordre national des experts comptables du Congo (ONECC), Michel Patrick Gamassa, a indiqué le 15 janvier à Brazzaville que le nouveau siège permettra aux cadres de cette structure de travailler avec efficacité et efficience.



Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes entouré des membres de l'ONECC/Adiac

« *Nous sommes en place depuis un an. L'acquisition de ce siège est un grand pas pour l'ordre et nous avons décidé d'associer tous nos sociétaires à la décision. Notre souci est de bien faire les choses et ce, à notre rythme. Ces bureaux sont à la hauteur de nos besoins* », a déclaré le président de l'ONECC, Michel Patrick Gamassa

Après avoir visité les locaux du nouveau siège, le ministre en charge de l'Enseignement technique et professionnel, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a signifié que l'outil permettra aux membres actifs de l'ordre de mener à bien leurs

différentes tâches et ce, dans de bonnes conditions. Il permettra également à l'ordre de se développer conformément aux textes fondateurs de l'institution. « *Je suis heureux que ce siège soit ouvert, un siège permet la localisation d'une institution et une institution aussi importante que l'ordre d'experts comptables se doit d'être bien logée et bien équipée. Ce siège appartient à l'ordre c'est-à-dire à tous les sociétaires* », s'est-il réjoui.

Pour Henri Loundou, commissaire du gouvernement auprès de l'ONECC, l'acquisition de ce siège marque une certaine visibilité de l'ordre. Il permettra de

féderer les initiatives de tous les experts comptables notamment les membres du bureau en vue de faire avancer l'ordre. « *La loi qui crée l'ordre date de 2003 et petit à petit nous sommes en train de mettre cet ordre en éveil... L'acquisition de ce siège est une bonne chose mais beaucoup reste à faire* », a-t-il fait savoir

Il a par la même occasion encouragé l'ordre à poursuivre son travail dans le respect de la déontologie du métier d'expertise comptable en vue d'aller vers l'amélioration de cette corporation au niveau national.

Gloria Imelda Lossele

TRANSPORT AÉRIEN

Ecair va bientôt reprendre les vols domestiques

Un des quatre avions de la compagnie aérienne congolaise, Equatorial Congo Airlines (Ecair), a atterri à l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, le 15 janvier, après des travaux de maintenance en Éthiopie.

C'est la ministre des Transports, Ingrid Ghislaine Olga Eboucka-Babakas, qui est allée en personne réceptionner le Boeing 737 700 de la compagnie Ecair. En attendant l'arrivée progressive des trois autres aéronefs actuellement en révision dans des ateliers de maintenance en Afrique du Sud et en Éthiopie, Ecair pourra commencer à desservir l'intérieur du pays.

À en croire la ministre, la reprise des activités normales de la compagnie congolaise prendra un peu plus de temps, notamment pour des vols internationaux. « *Il faut donc dissocier le retour des aéronefs qui va se faire les uns après les autres cette année et du redémarrage de l'activité de la société sur lequel nous travaillons aussi. Ce n'est*



La ministre en charge des Transports s'adressant aux médias/Adiac

pas un dossier facile mais de toutes les manières avec le retour de cet appareil, nous verrons de nouveau un avion volé dans le ciel de notre pays

dans les semaines à venir », a-t-elle assuré, ajoutant que le chef de l'État suit le dossier de très près.

Quant à l'état de l'appareil ré-

ceptionné, le superviseur des travaux de maintenance a fait savoir que le Boeing 737 700 d'Ecair, un appareil configuré avec 116 sièges en classe

économique et 12 sièges en classe business, ressort d'un atelier d'Éthiopian Airlines réputé pour la qualité de ses services. « *L'avion a été testé depuis Addis-Abeba jusqu'à Brazzaville* », a-t-il affirmé. Un autre appareil est resté en Éthiopie, en plus des deux avions se trouvant en Afrique du Sud.

Lancée en août 2012 avec le premier vol entre Paris et Brazzaville, la compagnie Ecair faisait la fierté nationale. En février 2014, elle inaugurait une liaison entre Brazzaville et Dubaï. Mais en raison de ses nombreuses dettes, la compagnie a été contrainte en octobre 2016 de cesser ses activités par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar.

Fiacre Kombo

CUVETTE

Le pont sur la M'vouma mis en service

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a inauguré, le 15 janvier à Okonga dans le district d'Owando, le pont sur la M'vouma, axe Linnengue-Boua dans le département de la Cuvette. Un ouvrage financé par l'Etat congolais pour rétablir l'ancien tracé de la Route nationale n°2.

Officiellement ouvert à la circulation, en présence des ministres de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, et de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, le pont sur la rivière M'vouma entre dans le cadre du programme pluriannuel du gouvernement visant la construction des infrastructures de franchissement.

« Chaque année, notre patrimoine routier s'enrichit sur l'ensemble du territoire, ce qui permet l'unité physique du pays et l'ouverture vers les pays voisins », a indiqué Emile Ouosso

Débuté en 2017, le projet de construction de ce pont s'est exécuté en deux phases. Le premier marché a permis le lancement des travaux de construction du pont sur la rivière M'vouma pour un montant de 999.999.887 FCFA. Ces travaux furent arrêtés en 2017, suite à l'épuisement des crédits. En 2020, un montant de 400.000.000 FCFA a été alloué à la société Sotrab pour l'achèvement des travaux de construction de cet ouvrage.

De type mixte, ce pont est constitué de deux appuis en béton armé, tandis que le tablier est en métallique. Il possède une travée unique en simple adossement sur deux culées massives en béton avec murs en retour de 61 mètres de long. La chaussée de l'ouvrage a une largeur de 3,20m. Adossé sur deux culées massives en béton, en fondation directe avec une semelle surmontant une



Le Premier ministre et sa suite effectuant la traversée sur le pont

sous-semelle en béton cyclopéen, pour une meilleure répartition au sol des charges descendantes, l'ouvrage a une portance de 60 tonnes.

« A l'instar de tous les ponts, le pont sur la M'vouma a été soumis à l'épreuve de charges au cours de la réception provisoire par la commission nationale de réception des ouvrages finis. Ce test, de sa capacité portante, a donné des résultats conformes aux normes. C'est donc un ouvrage fiable et durable », a rassuré le directeur général de l'Équipement, Lambert Olea.

Les aménagements de la chaussée, avant et après le pont, ont été réalisés avec une couche en sable limoneux jaune recouverte

d'un couronnement en sable latéritique. « La réalisation d'un tel ouvrage intégrateur a nécessité de nombreux sacrifices de tous les acteurs de ce projet, mais aussi d'importants investissements sans lesquels rien n'aurait été possible », a souligné le sous-préfet d'Owando, Bernard Itoua Lekandza, qui souhaite, au nom de la population, la poursuite des travaux de désenclavement sur 45km, après le pont qui, d'après lui, « est un raccourci pour relier le district d'Owando à celui d'Oyo.

La boucle d'Edou réalisée

La construction de ce pont a conclu la réalisation de la boucle d'Edou par la jonction de la route ainsi créée à celle reliant

Bokouélé à Ondebé et Edou. « Ces deux axes qui desservent plusieurs villages, s'ouvrent aujourd'hui un peu plus à la grande cité d'Owando, grâce à l'achèvement des travaux du pont sur la M'vouma, mais également l'aménagement du tronçon final de 22km séparant ce pont de Linnengué », a précisé le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier.

Il convient de rappeler que ce pont permet aussi de rétablir l'ancien tracé de la route nationale n°2 qui, dans les années 1960 à 1970, passait par Edou-Bkouélé-Ehota-Ibouna-Boua-Ombonio-Linnengué-Owando. Sa réalisation donne désormais accès au grand bassin riche en ressources

diverses. Il permettra, non seulement, l'amélioration de la mobilité de tous dans cette zone, mais aussi l'accroissement de la production halieutique et agricole, ce qui augmentera l'offre alimentaire sur les marchés de proximité que sont les villages voisins d'Owando, Makoua, Edou, Oyo, Ollombo et les grandes métropoles de Brazzaville et Pointe-Noire. « L'autre effet sera la création de nouvelles possibilités d'emplois pour les jeunes ruraux, sans oublier le développement du tourisme », a fait savoir le ministre Emile Ouosso.

En effet, le pont sur la M'vouma, mis officiellement en service après celui de la Louamba et de Lembessi, et antérieurement les ponts sur les rivières Djouké à Manguiri, Ngoko à Eniongo, ne ferme pas la parenthèse des réalisations. Pour l'année en cours, il est prévu la reprise des travaux de six ouvrages, dont les travaux à moitié réalisés ont été arrêtés depuis 2017.

Il s'agit du pont sur les rivières: Ndou (axe Kindamba-Kingoué), dans le département du Pool; Louvila (axe Kimongo-Londéla Kayes), dans le Niari; Lissengué (axe Lissengué-Vouka), dans la Lékoumou; Loko (axe Ombélé-Obanga-Ollombo), dans la Cuvette; Megnié (axe Owando-Ngoko), dans la Cuvette et celui sur la rivière Foula (axe Mapati-Komono) dans la Lékoumou.

Josiane Mambou Loukoulou

ARTISANAT MINIER

Le Congo veut encadrer les activités de l'orpaillage

Une nouvelle enquête de terrain vient d'être lancée, le 15 janvier à Brazzaville, prélude à un projet destiné à réduire des émissions du mercure dans la nature. Tandis que de plus de 15,9 kg de mercure sont produits, chaque année, entraînant de graves conséquences sur la santé publique et l'environnement.

Des initiatives liées à la préservation de l'environnement se multiplient depuis la ratification par le gouvernement congolais, en août 2019, de la convention de Minamata des Nations unies sur le mercure. Grâce au soutien de ses partenaires du Programme des Nations unies pour l'environnement, le Congo s'est doté d'un Plan d'action national pour l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or.

Après cette phase, le pays s'est engagé à mettre en œuvre un projet pluriannuel à travers le Programme d'opportunités globales pour le développement à long terme du secteur minier artisanal et à petite échelle Gold+ Congo. Ce projet vise justement à contribuer à l'élimination des émissions et rejets de mercure dans l'environnement provenant de la mine artisanale et à petite échelle.

L'étude de collecte de données qui vient d'être lancée permettra de définir la stratégie d'intervention du projet Gold+ Congo; d'analy-



La photo de famille des enquêteurs Adiac

ser le contexte local conduisant à l'élaboration du document détaillé dudit projet; de susciter l'adhésion des parties prenantes, à savoir les pouvoirs publics, les parlementaires, les organisations de la société civile, les universitaires, les chercheurs et les partenaires au développement.

C'est dans cette optique que l'Alliance pour une mine responsable (ARM), une initiative mondiale créée en 2004, a été désignée pour réaliser l'étude préparatoire du projet Gold+. N'ayant pas pu se rendre sur place à Brazzaville, à cause de la

pandémie de coronavirus, les experts internationaux de l'ARM ont confié cette mission à une équipe d'experts congolais. Ces derniers vont recueillir des informations sur la chaîne d'exploitation, les principaux acteurs et leurs clients, les besoins des orpailleurs, ainsi que sur l'impact environnemental.

Pour afficher son engagement, le gouvernement de la République a même institué une direction dédiée à la petite mine et l'artisanat minier. Pour le responsable de cette entité étatique, Ghynel Reagan Frydarius Kounkou, la réglementation de ce

secteur nécessite des moyens, le renforcement des capacités institutionnelles, la réorganisation des artisans miniers en groupements professionnels. « Car l'orpaillage reste la principale cause de la pollution des eaux, des poissons, des problèmes de santé publique ».

C'est aussi l'avis de Bernardin Ludovic, l'un des experts onusiens qui accompagnent le pays dans cette initiative. Celui-ci prône les solutions alternatives face à la persistance de l'orpaillage, par la sensibilisation des artisans miniers aux risques liés à leurs activités et

leur offrir d'autres possibilités de subsistance. « Il faut leur montrer les meilleures pratiques respectueuses de l'environnement, ou encore leur apprendre d'autres activités génératrices de revenu. L'approche choisie doit tenir compte des dimensions politique, sociale, économique et environnementale, afin de renforcer les efforts de formalisation », a martelé ce dernier.

Cette initiative de protection de l'environnement connaît une forte implication des acteurs de la société civile, à l'instar de l'association Action sur l'environnement et le développement. Son président, Eugène Loubaki, a contribué à la première enquête en 2017 sur l'orpaillage au Congo et ses conclusions interpellent les pouvoirs publics. Cette activité, essentiellement dans des départements du Kouilou, du Niari et de la Cuvette-Ouest et de la Sangha, engendre de graves conséquences décriées.

Fiacre Kombo

CUVETTE OUEST

Un pont en cours de réalisation sur la rivière Likouala-Mossaka

Le premier ministre Clément Mouamba a visité, le 14 janvier, le chantier de construction du pont de service à caractère semi-définitif sur la rivière Likouala-Mossaka à Etoumbi, axe Etoumbi-Mbomo, dans la Cuvette-Ouest.

« Nous sommes venus réaffirmer la volonté du gouvernement, dire que la population de cette zone n'est pas du tout oubliée. Pour faire ce pont de service, il a fallu qu'on mobilise les ressources. Nous sommes en négociation avec des partenaires pour trouver des ressources supplémentaires afin de finir le projet de construction du pont définitif (NDLR) », a rassuré le Premier ministre.

L'axe routier Etoumbi-Mbomo est marqué depuis 2018 par sa discontinuité dès son PK d'origine, à cause de l'interruption de trafic occasionnée par la noyade d'un bac de 30 tonnes sur la rivière Likouala-Mossaka.

D'autre part, les travaux de construction du pont définitif en béton, entrepris par la délégation générale aux Grands travaux arrêtés depuis 24 mois faute de financement n'ont toujours pas repris à ce jour. « Par manque de financement, il n'y a plus de passage sur cet axe. On va ériger une infrastructure



Une vue des travaux sur la rivière Likouala-Mossaka

pas définitive mais qui permettra l'écoulement des produits et la circulation des personnes et des biens. A 65 km de Mbomo, il y a le Parc national d'Odzala. Ce parc est intégré dans le cadre de la diversification de l'économie », a fait savoir Alfred Opimba, député de Mbomo.

Comme solution alternative de rétablissement provisoire d'une libre circulation des personnes et des biens et

pour permettre la desserte du district de Mbomo demeuré longtemps enclavé, il a été retenu la pose d'un pont de service. Soulignons qu'il y a environ deux mois, le Parc national d'Odzala-Kokoua a mis en service un bac pour faciliter la circulation dans cette zone.

Ce pont métallique à treillis modulaire est démonté sur la rivière Niari à Bouansa, où un pont définitif a été construit,

pour être transféré sur la rivière Likouala-Mossaka à Etoumbi.

Ce pont à caractère semi-définitif comporte deux cullées en béton armé, quatre piles intermédiaires en viroles métalliques circulaire de 0,60m de diamètre et un tablier métallique à treillis modulaires de type Bayley.

Cet ouvrage permettra non seulement de rétablir le trafic, mais aussi de servir « très pro-

chainement » pendant la reprise des travaux de construction du pont définitif comme ouvrage de service. L'ouvrage sera constitué de cinq travées d'accès de 2x15m de long. Ce pont de 86m de long et 3,20 m de large.

Financé par l'Etat congolais à hauteur de 1.476.317.229 FCFA, ce projet qui a débuté en octobre dernier, s'achèvera en juin prochain, estime la CRBC, société en charge des travaux.

Entre 2009 et 2010, le ministère en charge de l'Équipement avait installé un bac sur la rivière Likouala-Mossaka à Etoumbi axe Etoumbi-Mbomo pour assurer la traversée des usagers. Ce bac a été remis aux collectivités locales pour gestion. En 2018, le bac usé par manque de suivi, a sombré dans les eaux. La seule solution était donc, selon le directeur général de l'Équipement, Lambert Oléa, de poser un ouvrage de service pour rétablir, dans un premier temps, la circulation entre les différentes localités.

Josiane Mambou Loukoula

PROJET LISUNGI

Mise en garde contre l'escroquerie

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, a lancé un appel à la vigilance dans la réalisation des opérations d'assistance sociale dédiée aux ménages pauvres et vulnérables.

« Tous les frais, inhérents au traitement de cette allocation, sont à la charge du gouvernement qui n'attend aucune contrepartie de votre part », a souligné la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Tout appel ou message, faisant allusion à une quelconque contribution de votre part, pour avoir accès à cette allocation exceptionnelle de solidarité, est le fait des arnaqueurs, des escrocs, des voleurs, des bandits et surtout des ennemis de la République, a-t-elle poursuivi.

Depuis quelques mois, certains citoyens sont harcelés par des personnes de mauvaise foi, qui les appellent ou leur envoient des sms à propos de l'allocation de solidarité covid-19 que le gouvernement a mise en faveur des ménages vulnérables. Ces personnes, mal intentionnées, promettent des facilités de tout genre pour accéder à cette allocation moyennant des sommes d'argent. « Le ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire n'a donné mandat à aucune personne, de l'administration, de la société civile, ni à aucun prestataire, de percevoir de l'argent ou un quelconque cadeau auprès des bénéficiaires, en compensation ou en échange de toute autre forme de service rendu au nom du gouvernement », a indiqué la ministre Antoinette Dinga Dzondo.

Il est donc question de faire preuve de vigilance afin de ne pas céder aux multiples sollicitations de ces personnes mal intentionnées.

Rominique Makaya

49 360 ménages pauvres perçoivent des allocations

Les ménages pauvres enregistrés dans les trois arrondissements respectifs Madibou, Mfilou et Djiri ont simultanément perçu le 15 janvier, des allocations dans le cadre du covid-19

Le paiement de ces transferts d'argent par les agences de paiement de la place s'inscrit dans le cadre de la riposte contre la pandémie à coronavirus décidée par les autorités compétentes en mars dernier.

A cet effet, il a été résolu de verser une allocation d'urgence d'un montant allant de cinquante mille à deux cents mille Francs CFA aux ménages vulnérables. Brazzaville et la commune de Kintélé devraient avoir cent mille ménages, Pointe-Noire soixante mille et quarante mille pour les autres départements du pays.

Parmi les 49 360 ménages concernés, Madibou compte 23 529 ménages, Mfilou 19 511 et Djiri 6 320 ménages. D'après le projet Lisungi, sur les cent mille ménages prévus pour la ville de Brazzaville, avec les 46 360 de Madibou, Mfilou et Djiri, 111 641 ménages ont été bénéficiaires de l'allocation Covid, soit un écart de 11 641 ménages.

Sur une bagatelle déjà versée de plus de 5,582 milliards aux ménages bénéficiaires, Makélékélé compte 14,418, Bacoongo, 6 989, Poto-poto 1904, Moundali 6911, Ouenzé 9381, Talangaï et Kintélé 2 966.

Le Coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama, a insisté à cette occasion sur les points relatifs au paiement électronique et le message des arnaqueurs qui proposent des transferts d'argent ainsi que les plaintes des ménages et des chefs de quartier sur la complétude de certaines listes.

« Le message authentique du pro-



Une bénéficiaire de l'allocation au guichet de paiement (Adiac)

jet Lisungi porte sur le montant de cinquante mille Francs CFA. Il n'est pas fait obligation de verser une quelconque somme à quelqu'un ni de lui communiquer le code PIN du compte mobile money du ménage. L'unité de gestion du projet Lisungi a lancé une campagne pour expliquer tout cela », a-t-il déclaré.

Par contre sur la question de complétude de certaines listes, précise-t-il, les dispositions ont été prises afin qu'après le paiement les différentes plaintes soient examinées et traitées. Selon lui, une provision a été faite pour prendre en charge environ 20. 000 ménages dont les plaintes auront été fondées.

La ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, a souligné l'implication des confessions religieuses

pour l'aboutissement du projet.

Elle a expliqué qu'après le signalement des registres et l'enquête des chefs de bloc, il a fallu que les élus, confessions religieuses et la société civile, sous l'autorité des administrateurs maires, se retrouvent pour la certification et la contre vérification.

Bernard Banzouzi, bénéficiaire de l'allocation Covid-19, a indiqué après la perception que le geste est si grand. « Je ne m'attendais pas à recevoir un message de Lisungi. Cet argent sera remis à ma femme qui avait donné toutes mes références lors du recensement pour qu'elle exerce une activité génératrice de revenu », a-t-il dit.

Notons que les allocations Covid-19 des d'autres départements du pays seront payées courant le premier trimestre.

Lydie Gisèle Oko

TUNISIE

Trois questions à Gédéon Lékouéré, président de l'Association des Etudiants et stagiaires congolais

L'Association des Étudiants et Stagiaires Congolais en Tunisie -AESCT- tient son existence officielle depuis 2003. Elle vise à renforcer les liens de solidarité et de fraternité entre tous les ressortissants congolais en Tunisie, en jouant à la fois un rôle de syndicat et d'assistance sociale. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quel est le message de votre organisme communautaire ?

Gédéon Lékouéré (G.L.) : Nous avons vécu, comme partout dans le monde, une année 2020 tumultueuse, nécessitant moult efforts des institutions et des populations. Nous venons d'entamer, confiants, une nouvelle année avec un message personnel d'espoir et d'espérance à l'adresse de nos compatriotes. Et, en cette année électorale au Congo, nous formons le vœu de voir la paix et la solidarité régner sur les 342 000 km² de notre pays.

L.D.B. : Comment s'organisent les Congolais de Tunisie face aux épreuves sanitaires du moment ?

G.L. : Dès l'apparition de la première vague de la pandémie, les membres de mon bureau et moi-même avons lancé l'opération : « To sungana », littéralement en lingala, « Entraidons-nous ». Ce fond a permis d'accompagner nos compatriotes dans le besoin en leur apportant le soutien nécessaire. Cette assistance a été entravée du fait des nouvelles mesures prises par le gouvernement tunisien, nous contraignant à ne plus être opérationnels.

Je saisis l'occasion pour saluer les efforts fournis par le gouvernement congolais pour la bonne gestion de la pandémie dans notre pays. En revanche, pour cette deuxième vague de la pandémie, je lance un cri de détresse à l'endroit des pouvoirs publics congolais afin qu'ils permettent de régulariser au plus vite la situation des étudiants boursiers en Tunisie. Car, les conditions de vie deviennent de plus en plus pénibles.

L.D.B. : Avez-vous des projets en cours en lien avec le Congo ?

G.L. : Bien que nous soyons à l'étranger, que ce soit sur le



plan personnel ou dans le cadre collectif, chacun de nous a déjà dans un coin de la tête l'idée d'un projet à long ou moyen terme à réaliser au pays. En ce qui me concerne, je bénéficie d'une formation financée par le Congo, il me semble essentiel

d'apporter ma pierre à l'édifice pour l'amélioration de ma patrie. De ce fait, je prépare mon retour dans quelques mois, dès la fin de mon cycle universitaire.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

ENVIRONNEMENT

Les Nations unies recommandent l'intensification des actions et l'adaptation à « la nouvelle réalité climatique »

Malgré des progrès dans la planification de l'adaptation au changement climatique, il manque encore des financements pour atteindre une réelle protection contre les sécheresses, les inondations et la montée du niveau des mers, constate un nouveau rapport des Nations unies sur l'environnement.

« La dure réalité est que le changement climatique est à nos portes », a déclaré la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), Inger Anderson, considérant que « ses impacts s'intensifieront et toucheront le plus durement les pays et les communautés vulnérables, même si nous atteignons les objectifs de l'Accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique de ce siècle à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius et de viser 1,5 degré Celsius ». Alors que les températures augmentent et que les effets du changement climatique s'intensifient, les États doivent de toute urgence intensifier leurs actions pour s'adapter à la nouvelle réalité climatique, sous peine de devoir faire face à des coûts, des dommages et des pertes importants, indique le rapport (2020) du Pnue sur le déficit d'adaptation qui estime à 70 milliards de dollars les coûts annuels d'adaptation dans les pays en développement.

Un chiffre qui pourrait atteindre 300 milliards de dollars, en 2030 et 500 milliards en 2050. Près des trois quarts des pays ont mis en place des plans d'adaptation, mais le financement et la mise en œuvre sont « loin d'être suffisants », selon le document du Pnue qui appelle à augmenter d'urgence les financements publics et privés pour consacrer la moitié de l'ensemble du financement mondial pour le climat à l'adaptation au cours de l'année prochaine. Ce qui permettra de faire « un grand pas en avant en matière d'adaptation, dans tous les domaines. Sachant que l'adaptation est un pilier de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Elle vise à ré-

duire la vulnérabilité des pays et des communautés face au changement climatique, en augmentant leur capacité à en absorber les effets. Le rapport du Pnue a également souligné l'importance des solutions basées sur la nature en tant qu'options peu coûteuses qui réduisent les risques climatiques, restaurent et protègent la biodiversité et apportent des avantages aux communautés et aux économies. Dans son analyse, de quatre grands fonds pour le climat et le développement : le Fonds pour l'environnement mondial; le Fonds vert pour le climat; le Fonds d'adaptation et l'Initiative internationale pour le climat, le rapport suggère que le soutien aux initiatives vertes comportant un élément de solutions basées sur la nature a augmenté au cours des deux dernières décennies.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre permettra de diminuer les impacts et les coûts liés au changement climatique, selon le document. La réalisation de l'objectif de 2 degrés Celsius de l'Accord de Paris pourrait limiter les pertes de croissance annuelle à 1,6%, contre 2,2% pour la trajectoire de 3 degrés Celsius. Le Pnue exhorte tous les États à poursuivre les efforts décrits dans son rapport, sur l'écart des émissions, qui appelle à une reprise de la pandémie verte et met à jour les contributions nationales déterminées qui comprennent de nouveaux engagements nets zéro. Il appelle à planifier, financer et à mettre en œuvre l'adaptation climatique « pour soutenir les nations les moins responsables du changement climatique mais les plus menacées ».

Noël Ndong

ETHIOPIE

Un ex-ministre des Affaires étrangères tué au combat dans l'Etat du Tigré

Les Forces nationales de défense éthiopiennes (ENDF) ont annoncé le 13 janvier la mort de l'ex-ministre éthiopien des Affaires étrangères, Seyoum Mesfin, dans un combat dans l'Etat du Tigré, au nord du pays.

Le général de brigade Tesfaye Ayalew, chef du service de déploiement des ENDF, a fait savoir que Seyoum Mesfin avait été tué avec Asmelash Woldeeslassie, ex-chef de file de son parti au Parlement éthiopien, et Abay Tsehaye, ex-ministre éthiopien des Affaires fédérales. Cinq autres responsables civils et militaires ont été capturés dans cette opération de l'armée, a indiqué M. Alayew, cité par l'organe de presse étatique Ethiopia News Agency. Le gouvernement fédéral éthiopien mène des opérations militaires dans l'Etat du Tigré, le plus au nord de ce pays, depuis le 4 novembre 2020, pour combattre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), suite à une attaque attribuée au TPLF contre le commandement nord des ENDF.

Le gouvernement éthiopien a accusé le TPLF, qui était l'un des quatre fronts de coalition

de l'ex-parti au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), d'avoir orchestré différents actes de trahison dans différentes régions du pays avec l'objectif de déstabiliser ce pays d'Afrique de l'Est.

Trois des quatre membres de l'ex-coalition EPRDF avaient la semaine dernière rejoint le Parti de la prospérité, mais le TPLF avait refusé de les rejoindre.

Les divergences croissantes entre le gouvernement fédéral et le TPLF se sont exacerbées en septembre 2020, lorsque le gouvernement régional du Tigré a décidé de poursuivre les élections régionales qu'il avait prévues, et que le Parlement éthiopien avait déjà reportées en raison de la pandémie du Covid-19.

Xinhua

RCA

Le nombre de réfugiés fuyant la Centrafrique a doublé en une semaine à 60.000

Le nombre de personnes ayant fui les violences en Centrafrique depuis décembre a doublé en une semaine pour atteindre désormais 60.000 personnes, a indiqué vendredi le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) à Genève.

Pour la seule journée du 13 janvier, 10.000 personnes ont traversé le fleuve Oubangui pour trouver refuge en République démocratique du Congo, a précisé un porte-parole du HCR, Boris Cheshirkov, lors d'un point de presse. Le HCR « appelle à une cessation immédiate de toutes les violences en République centrafricaine » (RCA) et « au retour immédiat de toutes les parties à un dialogue significatif et à des progrès vers la paix », a souligné le porte-parole.

L'agence onusienne a aussi indiqué qu'elle et ses partenaires disposaient d'informations sur les abus commis par les groupes armés, y compris des violences sexuelles, des attaques contre les électeurs et des pillages.

La très grande majorité des réfugiés s'est rendue en RDC, où leur nombre s'élève désormais à 50.000 personnes. En un mois,

9.000 personnes venues de Centrafrique ont aussi trouvé refuge en RDC, au Tchad et au Cameroun. Quelque 58.000 sont des déplacés en Centrafrique même, selon la commission des mouvements de population, a précisé le porte-parole.

Le HCR recherchait déjà 151,5 millions de dollars cette année pour répondre à la situation en RCA et « les besoins des Centrafricains récemment déracinés s'accroissent et nous serons bientôt confrontés à un déficit de financement important », note l'agence. Elle appelle « la communauté internationale à intensifier d'urgence le soutien à la réponse humanitaire en RCA, afin de pouvoir venir davantage en aide aux personnes dans le besoin qui se trouvent dans des régions reculées ».

D'après AFP

COOPÉRATION

L'amitié sino-africaine reste solide malgré l'évolution du paysage international

Quelles que soient la situation internationale et les difficultés, les perturbations et les obstacles auxquels les deux parties sont confrontées, l'amitié sino-africaine reste stable et solide, a déclaré le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi au quotidien du peuple, au terme de sa tournée africaine.

Se basant sur le fait que la Chine est le plus grand pays en développement du monde et que l'Afrique est le continent concentrant le plus grand nombre de pays en développement, Wang Yi a indiqué que les deux parties étaient liées par une profonde amitié traditionnelle.

Tout au long de la lutte des nations africaines pour leur indépendance et leur liberté, la Chine et l'Afrique ont été de véritables camarades d'armes, unis en toutes circonstances par des relations profondément fraternelles. A l'heure où l'Afrique est engagée dans un processus de modernisation,

les deux parties restent, selon le ministre chinois des Affaires étrangères, des partenaires de développement mûr par des relations d'amitié et de coopération mutuellement profitable.

« La Chine et l'Afrique travaillent main dans la main pour défendre les droits et intérêts communs des pays en développement, et promouvoir une plus grande démocratie dans les relations internationales », a précisé Wang Yi.

Selon lui, la Chine et l'Afrique chérissent les relations d'amitié traditionnelles et sont dé-



Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi

terminées à continuer de les faire progresser. Elles ont également réaffirmé leur ferme soutien mutuel et s'engageant

entendent poursuivre le renforcement de leur coordination stratégique pour enrichir le partenariat de coopération stratégique global, mais aussi approfondir mutuellement une coopération profitable dans divers domaines. L'objectif étant d'accélérer le développement commun et à intensifier les échanges humains et culturels.

Dans le domaine des affaires internationales, la Chine et l'Afrique œuvrent à renforcer leur coordination, en vue d'un nouvel ordre mondial basé sur la justice et l'équité.

Guy-Gervais Kitina avec Xinhua

Vient de paraître

Boris EBAKA

Journal d'un Brazzavillois confiné

Harmattan Congo-Brazzaville

OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

ADRNS lance le concept de « Connecting Days »

Le planning des rendez-vous uniques permettant aux entreprises ou personnes d'échanger sur les opportunités d'affaires en Afrique, intitulés « Connecting days 2021 », initiés par l'Association Développement Relations Nord Sud-ADRNS, démarrent le jeudi 21 janvier par le Nigéria.

Le concept de « Connecting Days », à en croire les organisateurs, sont des réunions, en collaboration avec des organisations représentatives des pays, qui seront tantôt en Full Digital, tantôt en mode présentiel en fonction des contraintes sanitaires liées au Covid-19. Elles offrent une opportunité distinctive pour les sponsors, exposants virtuels, panélistes et partenaires, d'élargir leur réseau et d'identifier des opportunités d'affaires.

Pour la première journée, ce sera le Nigéria qui sera à l'honneur à propos des opportunités d'investissements - les risques - les enjeux - les perspectives dans un continent d'avenir. Plusieurs intervenants ont déjà confirmé leur participation. A l'écran se succéderont, autour de Dimitri Mfoumou Titi, président d'ADRNS, des dirigeants d'industries ou Chefs d'entreprises et des « Game Changer », des gens qui veulent changer la donne tels que : Douglas Mbiandou, Ijeoma Onah, Dr Amy Jadesimi, Franck Mongo, Wilson Erumebor, Abiodun Odunga ou John Okoro.

En visioconférence, ils mettront en avant les entreprises innovantes qui œuvrent et qui accompagnent le développement économique au Nigéria. Les inscriptions sont ouvertes pour accueillir une population d'entrepreneurs et d'acteurs impliqués et concernés, associant les officiels et politiques du continent africain et les décideurs des entreprises privées, des financeurs ainsi que des associations ayant mené des projets significatifs dans leurs pays d'origine.

Ces Connecting days, affirment les organisateurs, arrivent à un point nommé quand on voit la difficulté que les hommes et femmes d'affaires rencontrent pour se déplacer. Ils constituent des rendez-vous uniques permettant aux entreprises ou personnes qui le désirent d'avoir des contacts du pays, ou alors des informations spécifiques où ils pourront mandater Continental Working pour réaliser un travail préalable de manière à obtenir des réponses ou solutions lors de la journée, ou encore dans une offre d'accompagnement jusqu'au closing.

Marie Alfred Ngoma

CONNECTING DAY C-DAYS

JEUDI 21 JANVIER

9H30 - 12H00
13H00 - 16H30

NIGERIA FULL DIGITAL EVENT

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS RISQUES - ENJEUX - PERSPECTIVES DANS UN CONTINENT D'AVENIR!

JEUDI 21 JANVIER

PLENIAIRE B2B WORKSHOP EXPOSANTS VIRTUEL

1 JOUR PAR MOIS
1 PAYS À L'HONNEUR
4 TEMPS FORTS

COVID-19

Le rebond de la pandémie prend des proportions importantes

Quelque 576 cas de contamination ont été enregistrés au cours des deux premières semaines du mois de janvier 2021, selon le point épidémiologique fait le 15 janvier par le Dr Gilbert Ndziessi, coordonnateur technique du Comité national de riposte à la covid-19.

Les 576 cas de covid-19 enregistrés équivalent à 41 cas de contamination par jour, selon l'explication coordonnateur technique du Comité national de riposte à la pandémie. La circulation active du virus se fait à grande vitesse à Brazzaville avec un taux de positivité de 13% contre 19% à Pointe-Noire.

Le rebond qui prend de l'ampleur aujourd'hui a été constaté depuis le mois de décembre 2020. C'est la raison évoquée par la Coordination nationale de gestion de la pandémie pour justifier le confinement général lors de la fête de Noël et du nouvel an.

Depuis la déclaration du pre-



Le Dr Gilbert Ndziessi faisant le point épidémiologique

mier cas au Congo, le 14 mars 2020, le pays a totalisé 7709 cas de contamination, 5860 guéris, 1724 patients actifs dans les villes de Pointe-Noire et Brazzaville, les plus touchées. L'on note par ailleurs 114 cas de décès et 11 cas transférés à l'étranger à la demande des missions diplomatiques.

Pour faire face au rebond et freiner la propagation du virus dans le pays, le ministère en charge de la Santé appelle la population à respecter scrupuleusement les mesures barrières édictées par le gouvernement : port correct du masque, lavage régulier des mains, distanciation physique...

Rominique Makaya

Point sur la pandémie

Nouvelles mesures, nouveaux bilans et faits marquants : un point sur les dernières évolutions de la pandémie de Covid-19 dans le monde.

Vaccins. Au moins 35,61 millions de doses de vaccins anti-Covid-19 ont déjà été administrées dans le monde, dans au moins 58 pays et territoires. Israël fait la course en tête en proportion de sa population: 23% des Israéliens ont reçu au moins une dose. Quant aux Etats-Unis, ils sont premiers en volume, puisqu'ils ont administré 11,15 millions de doses à 9,69 millions de personnes (2,9% de la population). Ailleurs, 4,3% de la population britannique a reçu au moins une dose (2,92 millions de personnes). Plus de 4,38 millions de personnes ont reçu une dose dans l'Union européenne (près d'1% de la population).

Royaume-Uni: victoire pour les PME. La Cour Suprême britannique donne raison à de nombreuses PME qui contestaient la décision d'assureurs de ne pas les indemniser pour interruptions forcées d'activité subies à cause de la pandémie. Cette décision, qui va avoir des conséquences pour environ 370.000 entreprises, pourrait engendrer des indemnisations à hauteur de 1,2 milliard de livres.

20.000 Chinois en quarantaine forcée. La Chine a placé en quarantaine forcée plus de 20.000 habitants de zones rurales dans un foyer de Covid-19, selon un média d'Etat. Le pays, qui a largement enrayer l'épidémie depuis le printemps, a enregistré vendredi son plus grand nombre de contaminations depuis début mars, 144 nouveaux malades, un chiffre qui reste cependant extrêmement bas comparé à l'Europe ou aux Etats-Unis. La plupart des nouveaux cas sont enregistrés dans le Hebei (nord), la province qui entoure Pékin et où 22 millions de personnes sont déjà soumises à une forme ou à une autre de confinement.

Tests à grande échelle à Hiroshima. Le département de Hiroshima (ouest du Japon) s'apprête à lancer dans la métropole du même nom la première campagne de tests au coronavirus à grande échelle du pays, visant jusqu'à 800.000 personnes. Onze départements japonais, mais pas celui de Hiroshima, sont actuellement placés sous un état d'urgence qui doit durer au moins jusqu'au 7 février, alors que le Japon connaît sa pire vague d'infections depuis le début de la pandémie.

Près de deux millions de morts. La pandémie a fait plus de 1,99 million de morts dans le monde depuis fin décembre, sur plus de 93 millions de contaminations confirmées. La barre des 30 millions de contaminations enregistrées a été dépassée en Europe. Les Etats-Unis sont le pays ayant enregistré le plus de décès (388.705) depuis le début de la pandémie, devant le Brésil (207.095 morts) et l'Inde (151.918 morts). Mais en proportion de leur population, ces trois pays sont moins endeuillés que la Belgique, l'Italie ou le Royaume-Uni. Ces chiffres sont globalement sous-évalués. Ils se fondent sur les bilans quotidiens des autorités nationales de santé, sans inclure les réévaluations fondées sur des bases statistiques.

Julia Ndeko avec AFP

Le coronavirus a fortement accéléré cette semaine dans le monde

La pandémie de coronavirus a fortement accéléré dans la plupart des régions du monde ces sept derniers jours.

Plus grosse accélération en Amérique latine. La pandémie a fortement accéléré cette semaine dans le monde, avec 724.700 nouveaux cas enregistrés par jour (+10% par rapport à la semaine précédente), un record. La plupart des régions du monde ont connu une accélération : +26% en Amérique latine/ Caraïbes, +18% au Moyen-Orient, +16% en Afrique, +10% en Asie, +9% aux Etats-Unis/Canada et +4% en Europe. Cette semaine, les Etats-Unis/Canada ont dépassé l'Europe, avec 256.900 contaminations par jour contre 251.300. Ces deux régions concentrent 70% des contaminations enregistrées cette semaine dans le monde. Le virus ne circule quasiment pas en Océanie (27 cas par jour, -1%).

Principales accélérations. La Zambie est le pays où l'épidémie accélère le plus (+139%, 1.200 nouveaux cas par jour), parmi ceux ayant enregistré plus de 1.000 cas quotidiens pendant la semaine écoulée. Suivent l'Espagne (+94%, 26.700), le Pérou (+90%, 3.100), le Japon (+57%, 6.300) et les Philippines (+56%, 1.800).

Plus fortes décrues. La plus forte décrue est observée au Danemark (-41%, 1.200 nouveaux cas par

jour), devant la Lituanie (-29%, 1.300), la Turquie (-21%, 9.800), l'Egypte (-21%, 1.000) et la Suisse (-19%, 2.600).

Le plus de contaminations. Les Etats-Unis sont de loin le pays ayant enregistré le plus grand nombre de nouvelles contaminations cette semaine, avec 249.200 nouveaux cas quotidiens (+9%), devant le Royaume-Uni (53.000, -7%) et le Brésil (51.800, +27%). En proportion de la population, hors micro-Etat, l'Irlande est le pays ayant enregistré le plus de cas cette semaine (717 pour 100.000 habitants), devant la République tchèque (670) et Israël (658). Alors que ces derniers mois, la large majorité des pays affichant un taux d'incidence supérieur à 200 étaient européens, ils sont de plus en plus rejoints par des pays d'autres zones, comme cette semaine la Colombie, les Emirats arabes unis ou l'Afrique du Sud.

Décès. Les Etats-Unis ont enregistré le plus de décès au cours de la semaine écoulée (3.353 par jour en moyenne), devant le Royaume-Uni (1.072), le Mexique (984), le Brésil (942), l'Allemagne (896) et l'Afrique du Sud (578).

D'après AFP

NIGERIA

Les autorités mettent en garde contre de «faux vaccins» en circulation

Les autorités nigérianes ont mis en garde vendredi contre la circulation de faux vaccins contre le Covid-19 dans le pays le plus peuplé d'Afrique, où 10 millions de doses devraient arriver au mois de mars.

«Nous avons reçu des informations selon lesquelles de faux vaccins sont en circulation au Nigeria», a déclaré la professeure Mojisola Christianah Adeyeye, à la tête de l'Agence nationale de contrôle qualité (NAFDAC), lors d'une conférence de presse virtuelle. «Nous appelons le public à être vigilant et rappelons qu'aucun vaccin contre le Covid n'a pour l'instant reçu la validation de NAFDAC», a-t-elle souligné, rappelant également que les compagnies privées n'ont pas le droit de commander de vaccins en dehors des circuits officiels. Le ministre de la Santé nigérian, Osagie Ehanire, a annoncé jeudi soir que le pays recevrait 10 millions de doses de vaccin au mois de mars, sans préciser quelle entreprise fournirait ces doses. Elles s'ajoutent aux 100.000 doses du vaccin Pfizer, qui devraient arriver d'ici la fin du mois de janvier, avait précédemment annoncé le ministre. Le Nigeria, qui compte environ 200 millions d'habitants, a

officiellement enregistré quelque 104.000 cas de coronavirus, dont 1.382 décès. Mais ces chiffres sont probablement sous-évalués, le nombre de tests réalisés étant faible. En avril, lors de la première vague d'infections au coronavirus, des tests Covid avaient déjà circulé en masse sur le marché noir pour pallier l'insuffisance des services de santé locaux et la défiance du public envers les autorités sanitaires du pays. Le trafic de faux médicaments, ou de médicaments périmés ou non-homologués, est un fléau en Afrique. 42% des faux médicaments saisis depuis 2013 l'ont été sur le continent africain, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

En septembre 2016, 126 millions de faux médicaments ont été saisis dans seize ports africains lors d'une grande opération de l'Organisation mondiale des douanes. Un tiers de ce trafic était destiné au géant anglophone nigérian.

D'après AFP

COVID-19

L'Europe dépasse les 30 millions de cas

L'Europe a dépassé vendredi le seuil de 30 millions de contaminations au Covid-19, dont deux millions en Allemagne, alors que l'Organisation mondiale de la santé doit émettre des recommandations face à l'apparition de variants plus contagieux du coronavirus, qui font craindre une explosion de la pandémie.

Celle-ci se rapproche désormais des deux millions de morts dans le monde depuis fin décembre 2019 et des 94 millions de cas d'infection. En Europe, quelque 30.003.905 contaminations ont été officiellement recensées.

L'Allemagne, pays le plus peuplé, a répertorié 22.368 nouveaux cas d'infection sur les 24 dernières heures, pour un total de 2.000.958). Le pays a aussi dû déplorer 1.113 nouveaux décès, alors que la chancelière Angela Merkel plaide pour des restrictions nettement renforcées face à la pandémie. Parmi les mesures à l'étude figurent la réintroduction de contrôles aux frontières, la généralisation du port de masques de type FFP2, l'imposition du télétravail, voire la fermeture des transports publics.

Selon l'OMS, le nombre de pays et territoires où se trouve dorénavant le variant repéré initialement en Grande-Bretagne s'élève à 50 et il est de 20 pour le variant identifié en Afrique du Sud, mais l'organisation

juge cette évaluation fort probablement sous-estimée.

Une autre mutation, originaire de l'Amazonie brésilienne et dont le Japon a annoncé dimanche la découverte, pourrait impacter la réponse immunitaire selon l'OMS, qui évoque «un variant inquiétant».

Le Royaume-Uni a décidé de fermer ses frontières dès vendredi aux arrivées de tous les pays d'Amérique du Sud ainsi que du Portugal, en raison de cette mutation découverte au Brésil.

Nouveau confinement au Portugal

Le Portugal entame de son côté vendredi un nouveau confinement généralisé, qui restera en vigueur pendant au moins un mois. Les nouvelles restrictions correspondent pour l'essentiel à celles de mars et avril.

La France va, elle, étendre samedi sur tout son territoire un couvre-feu dès 18H00 (17H00 GMT) pour au moins 15 jours, et exigera des

voyageurs souhaitant entrer depuis un pays extérieur à l'Union européenne un test négatif au Covid-19. La situation dans le pays «est maîtrisée par rapport à nos voisins mais fragile car le virus circule encore activement», a déclaré le Premier ministre Jean Castex.

En Italie, le gouvernement a prolongé l'état d'urgence jusqu'au 30 avril, et adopté une rallonge budgétaire de 32 milliards d'euros pour faire face aux effets dévastateurs de la pandémie sur l'économie et soutenir ménages et entreprises. Aux Etats-Unis, pays le plus touché par la pandémie, le président élu américain Joe Biden a dévoilé jeudi un nouveau plan de relance d'urgence de 1.900 milliards de dollars, censé sortir les Etats-Unis de leur pire crise depuis les années 30. 20.000 Chinois en quarantaine forcée

La résurgence du Covid-19 n'épargne pas la Chine, où la maladie avait été signalée pour la première fois fin 2019 à Wuhan

(centre). Ce pays a placé en quarantaine forcée 20.000 habitants de zones rurales dans la province du Hebei (nord-est), où se trouve un foyer de Covid-19, selon un média d'Etat. La Chine a aussi fait état vendredi de 144 nouveaux malades du Covid-19, un chiffre jamais vu depuis mars. La plupart des nouveaux cas sont enregistrés dans le Hebei, où 22 millions de personnes sont déjà soumises à une forme ou à une autre de confinement. Une équipe de l'OMS est arrivée jeudi à Wuhan pour enquêter sur les origines de la maladie.

Au Japon, le ministre de la Réforme administrative, Taro Kono, n'a pas exclu que les Jeux olympiques de Tokyo soient annulés, alors que le pays subit une nouvelle vague du

coronavirus, à bientôt six mois de la cérémonie d'ouverture des JO, déjà reportés l'an dernier. «Tout peut arriver», a-t-il admis.

En Amérique latine, le Mexique vient de connaître sa semaine la plus meurtrière depuis le début de la pandémie, avec une moyenne de 983 décès par jour pendant sept jours, selon les chiffres publiés jeudi. Le pays a enregistré au total 137.916 morts et 1.588.369 cas de contamination.

Au Brésil, l'Etat d'Amazonas (nord) a annoncé l'instauration d'un couvre-feu en raison de la saturation des hôpitaux, débordés par l'afflux de patients atteints de Covid-19, avec de graves problèmes d'approvisionnement en oxygène

AFP

Le Sénégal passe les 500 morts et compte commencer à vacciner d'ici fin mars

Le Sénégal a franchi la barre des 500 morts du Covid-19 officiellement déclarés et prévoit de commencer d'ici fin mars à vacciner les publics prioritaires, ont dit des responsables de la Santé vendredi.

Le Sénégal a annoncé dix nouveaux décès dus à la pandémie, portant à 506 le nombre de morts officiellement recensés depuis le premier cas en mars 2020. Le pays a déclaré plus de 22.300 cas de contamination. Relativement préservé comme de nombreux pays d'Afrique, le Sénégal fait face à une deuxième vague de la pandémie qui met à l'épreuve le système sanitaire du pays. Il a réinstauré un couvre-feu nocturne depuis janvier, parmi d'autres mesures, et travaille à la vaccination. «Nous nous projetons dans un chronogramme qui nous permettra de débuter la vaccination avant la fin du mois de mars», a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé, Docteur Abdoulaye Ndiaye, également directeur national de la prévention. Les cibles prioritaires sont «les personnes âgées de plus de 60 ans, celles présentant des maladies chroniques ou des comorbidités et toute autre population du pays qui de par ses fonctions reste exposée», référence notamment aux personnels de santé, a-t-il dit. C'est «autour de 20% de la population, soit 3,5 millions de personnes», qui doit ainsi être vacciné dans un premier temps. Il ne s'est pas prononcé sur les échéances d'une deuxième phase, celle de la vaccination de l'ensemble de la population. La presse sénégalaise a rapporté que les autorités se fixaient pour objectif de la mener à bien d'ici à la fin du premier trimestre 2022.

Le ministre de la Santé Abdoulaye Diouf Sarr a remis mercredi au président Macky Sall une stratégie nationale de vaccination dont les détails n'ont pas encore été rendus publics.

Les femmes enceintes et les enfants de moins de deux ans seront au moins dans un premier temps exemptés de vaccination «pour des raisons de sécurité. Il faut suffisamment de recul pour le faire», a précisé le docteur Ndiaye. Quant au coût du programme, il dépendra du vaccin retenu et des produits annexes comme les seringues, a-t-il dit, citant une fourchette entre 20 milliards de francs CFA (30 millions d'euros) et 380 milliards (580 millions d'euros).

Le ministre a indiqué cette semaine que son pays était en discussion avec la Chine pour l'acquisition de 200.000 doses de vaccin Sinopharm, en plus de ceux qu'il recevra par le programme international Covax. Covax est un dispositif mis en place par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Alliance pour les vaccins (Gavi) pour distribuer des vaccins anti-Covid aux pays en développement.

D'après AFP

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Chemises à rabat

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

GROUPE YANNICK

Recherche :

- Maitre chien
- Secrétaire
- Chauffeur véhicule+Moto
- Agent de sécurité

Tel : 06 402 81 81

Dépôt de dossiers : Vendredi 15 janvier 2021 au 18 janvier 2021

Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault

Quartier : cq 31 en face de l'hôtel marina

Dossier : CV+lettre de motivation + 2cartes photos

FONDS JEUNE CRÉATION FRANCOPHONE

L'appel à projet 2021 ouvert jusqu'en avril

L'appel au projet ouvert jusqu'au 01er avril concerne exclusivement les projets en développement, pendant que courant avril interviendra l'appel pour les projets en production et post-production.

A la suite du succès de la première session, le Collectif Génération Films et les partenaires du Fonds pour la jeune création francophone sont très heureux d'annoncer l'ouverture du 4e appel à projet du Fonds pour la jeune création francophone. Ce nouveau dispositif de coopération destiné à renforcer les industries audiovisuelles et cinématographiques africaines pour le rayonnement de la diversité culturelle dans la francophonie, avaient décidé d'un commun accord de poursuivre cette contribution.

« Les premiers retours positifs reçus aussi bien de la part des auteurs, réalisateurs, producteurs que les représentants institutionnels de plusieurs pays francophones en Afrique témoignent de l'importance du Fonds Jeune Création Francophone.

En attendant de voir les premières productions de ce dispositif, nous souhaitons bonne chance à tous les nouveaux candidats », a déclaré le collectif Génération Films dans un communiqué.

Ce Fonds pour la jeune création francophone est ouvert aux auteurs de vingt-trois pays d'Afrique francophone, de l'Océan Indien et d'Haïti ayant réalisé au moins un court-métrage et au plus un long-métrage.

Le soutien au stade du développement est ouvert aux auteurs de projets en développement, qui peuvent être des œuvres envisagées pour le marché local (cinéma, séries, TV) ou international, permettant d'accéder ultérieurement aux systèmes de coproduction et financement internationaux. Selon les organisateurs, à ce stade, il n'est pas obligatoire que

le projet soit accompagné par une société de production et l'auteur peut déposer une seule demande.

Cette aide comporte notamment la prise en charge complète des frais de participation des auteurs sélectionnés à des ateliers ou résidences d'écriture incluant donc le transport, l'hébergement et le per diem ; ainsi que des bourses d'écritures permettant d'avancer concrètement sur leur projet et de bénéficier d'un accompagnement adapté.

Dans le cadre de cette initiative, les partenaires accompagnent l'émergence de jeunes auteurs et de soutiennent les écritures et dramaturgies propres aux différents territoires concernés. Ils contribuent ainsi à renforcer le dynamisme de la création à différents niveaux : cinéma, séries audiovisuelles ou contenus web, et à

différents stades : développement, production et postproduction. L'objectif est de soutenir et d'encourager la structuration d'un écosystème audiovisuel local et le développement de projets qui pourront rencontrer leur public aussi bien localement qu'à l'international.

Notons que le Fonds pour la jeune création francophone est une association entre plusieurs partenaires : le CNC, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), Wallonie Bruxelles International (WBI), le Film Fund Luxembourg (FFL), la Société de développement des entreprises culturelles (Sodec), Téléfilm Canada, TV5 Monde, France Télévisions, la Sacd France, la Sacd Belgique, la Sacd Canada et le Collectif Génération Films, qui en assure la gestion depuis Ouagadougou, au Burkina-Faso.

Merveille Atipo

LITTÉRATURE

L'écrivain libanais

Alexandre Najjar Grand Prix de la Francophonie

L'écrivain libanais Alexandre Najjar a été récompensé par le Grand Prix de la Francophonie décerné par l'Académie française, ont annoncé vendredi les éditions Plon.

«Ce prix couronne l'œuvre d'une personne physique francophone qui, dans son pays ou à l'échelle internationale, aura contribué de façon éminente au maintien et à l'illustration de la langue française», souligne le communiqué de l'éditeur.

Né en 1967 à Beyrouth, Alexandre Najjar est l'auteur d'une trentaine de romans, récits, poèmes et biographies. Il a notamment écrit «Le roman de Beyrouth», «le dictionnaire amoureux du Liban», ou encore une biographie du poète libanais Khalil Gibran.

En 2018, il avait été finaliste du prix Interallié pour «Harry et Franz» (Plon), un roman sur l'amitié d'un aumônier allemand et d'un acteur français dénoncé comme juif par jalousie de ses pairs, pendant la Seconde Guerre mondiale.

AFP

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FINANCES PUBLIQUES

La Licoco contre la mission de contrôle de l'Igf au Lualaba

L'Inspection générale des Finances (Igf) effectue une mission de contrôle des finances dans la province de Lualaba. Selon la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco), cette mission est en violation de la loi.

« Depuis la nomination de l'Inspecteur général des Finances et chef de Service à l'Inspection générale des Finances (Igf) par le Président de la République, des missions de contrôles lui ont été données pour contrôler la gestion financière des différents services de l'Etat en République démocratique du Congo. Ces missions de contrôles de l'Igf sont effectuées parfois, en violation de l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Igf, telle que modifiée et complétée à ce jour », attaque d'emblée la Licoco dans un communiqué signé par son secrétaire exécutif, Ernest Mpararo, au sein duquel elle demande à l'Igf de respecter les attributions lui assignées par cette ordonnance. Interface de Transparency Internationale (TI) en RDC, cette Ong épingle le cas justement de la mission de l'Igf au Lualaba depuis le 10 décembre 2020 et celle effectuée à l'Assemblée nationale.

La Licoco rappelle que l'article 2 de ladite l'Ordonnance stipule : « L'Inspection générale des Finances contrôle, vérifie ou contre-vérifie, tant en recettes qu'en dépenses, toutes les opé-

érations financières de l'Etat, des Entités territoriales décentralisées, des établissements publics, des organismes paraétatiques, ainsi que des organismes ou entreprises de toute nature bénéficiant du concours financier de l'Etat, des Entités administratives décentralisées et des Etablissements publics ou organismes Paraétatiques sous une forme quelconque, notamment sous forme de participation en capital, de subvention, de prêt, d'avance ou de garantie ». D'après un expert en finance publique contacté par la Licoco, l'Igf « profite du flou dans cet article 2 pour outrepasser ses compétences et violer la loi ».

Et la Cour des comptes...

Par ailleurs, argue la Ligue, la loi organique n°18/024 du 13 novembre 2018 portant composition, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes énonce, à l'article 24 : « La Cour des comptes dispose d'un pouvoir général et permanent de contrôle de la gestion des finances, des biens et des comptes du pouvoir central, de la province, de l'entité territoriale décentralisée et de ses

organismes auxiliaires ainsi que de toute personne de droit public ou privé visée à l'article 2 alinéa 2 de la présente loi organique ». Ainsi, cette loi organique permet à la Cour des comptes de contrôler la gestion financière des provinces. Aucune autre institution n'est habilitée à le faire. Et l'article 210 de la loi No11/011 du 11 Juillet 2011 relative aux Finances publiques souligne que la compétence en matière de contrôle administratif est exercée par les organes locaux de contrôle et par l'Igf. Les dispositions relatives au contrôle administratif sur les finances du Pouvoir central, suivant les articles 111 à 122, s'appliquent, mutatis mutandis, au contrôle administratif des finances des provinces et des Entités territoriales décentralisées. Les articles 211 à 212 de la Loi des Finances donnent mandat à la Cour des comptes ou aux organes délibérants de mener un contrôle juridictionnel sur la gestion des provinces.

« En analysant cette disposition de la loi des Finances, le rôle de l'IGF n'est qu'un contrôle administratif des finances et non un rôle de contrôle de gestion. Les provinces sont des entités pos-

sédant des organes délibérant, c'est-à-dire, des Assemblées provinciales, telles que définies par la Constitution, ne peuvent pas se soumettre au contrôle de gestion d'un organe dépendant du Gouvernement central, au risque de violer l'article 1 de Loi n°08/012 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces », observe la Licoco. Aussi, estime-t-elle, la mission de l'Igf est-elle une violation à la Loi des Finances, tout en constatant que seule la province de Lualaba est ciblée par cette mission de contrôle de l'IGF, alors qu'elle n'a jamais menée, depuis sa création, une mission de contrôle sur la gestion de ville de Kinshasa. « Des missions politiquement ciblées doivent cesser; car, elles n'améliorent pas la gestion de nos Institutions », fait remarquer la Licoco.

Recommandations...

La Ligue demande de ce fait au président de la République d'annuler la mission en cours au Lualaba et d'utiliser la Cour des comptes dans les missions de contrôle de gestion des finances publiques. Pour la Licoco, le Gou-

vernement devrait refuser la mission de l'Igf, car elle est faite en violation de la loi sur les finances publiques, et le Conseil d'Etat doit interpréter l'ordonnance du 15 septembre 1987 telle que modifiée et complétée à ce jour portant création de l'Igf et la loi organique du 13 novembre 2018 portant composition, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes à son article 24, afin de mettre fin à un conflit de compétence entre ces deux institutions. La Ligue lance un appel aux organisations de la société civile de « dénoncer l'instrumentalisation politique de l'Igf et de son chef de service qui s'adonne à des déclarations intempestives accusant x ou y dans les médias de détournement des deniers publics alors que les rapports de l'Igf doivent être contradictoires, de demander des missions de contrôle globales et non ciblées, en commençant par la Présidence, la Primature, l'Assemblée Nationale et le Sénat pour donner l'exemple, et d'utiliser la Cour des Comptes dans toutes les missions de contrôle de gestion à tous les niveaux ».

Martin Engimo

Societe Ya Biso Moko Bana Mboka

MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX

Assurance automobile

Assurance incendie

Assurance tous risque chantier

Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



**ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT**



SCANNEZ
LE QR CODE

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

MUNICIPALITÉ

Jean François Kando satisfait de l'évolution des travaux des voiries urbaines

Dans le cadre du contrôle des travaux en cours d'exécution à Pointe-Noire et suite à la réception d'une importante quantité de bitume par ses services, le maire de Pointe-Noire, Jean François Kando, a effectué une visite d'inspection de l'évolution des travaux sur les avenues Marien N'gouabi et des caravanes.

La visite du maire a débuté par les services de voiries notamment au grand laboratoire de transformation de bitume de la ville côtière. Dégageant ainsi le principal objectif de sa visite, le maire de Pointe-Noire a signifié que la petite léthargie constatée entre temps par les habitants de la ville n'explique nullement qu'il y avait eu de la négligence des services urbains; mais ces services attendaient simplement l'arrivée du bitume.

«Lorsque nous nous sommes retrouvés la dernière fois, beaucoup de questions m'ont été posées sur quelques chantiers en suspens dans la ville et j'avais répondu qu'il nous manquait du bitume. Aujourd'hui vous avez constaté que le bitume est arrivé. Les points sombres sur les avenues Marien Ngouabi et l'avenue des caravanes seront bientôt arrangés » a déclaré le maire.

Pour sa part, Innocent Makoundi, directeur des équipements et travaux urbains à la mairie de Pointe-Noire a expliqué que sur l'avenue Marien, les travaux sont en phase finale. « Nous allons commencer à mettre la couche de roulement en enrobé. Après cette étape, dans un délai de deux ou trois jours cette route sera définitivement terminée et remise aux usagers » a-t-il déclaré.

S'agissant de l'avenue des caravanes dont les travaux sont aussi en phase finale, le directeur des équipements et des travaux urbains a signifié que sur cette route, il y a 1250 mètres de longueur à traiter sur une largeur moyenne de 12 mètres cinquante. Le tiers de la chaussée est pratiquement déjà traité, environ 410 mètres.

« Puisque nous avons le bitume, dans un délai de moins d'un mois, on va terminer les travaux. Nous demandons ainsi aux usagers d'être patients », a-t-il indiqué.

Séverin Ibara

FORCE MONTANTE CONGOLAISE

Les jeunes du PCT de Pointe-Noire disent oui à la candidature de Denis Sassou N'Guesso

Le premier secrétaire de la Force montante congolaise (FMC), Vadim Osdet Mvoumba, a invité les jeunes du Parti congolais du travail membres de la FMC de Pointe-Noire à valider la candidature de Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 21 mars. Il s'est ainsi exprimé à l'occasion du lancement de la campagne d'adhésion spéciale organisée à Pointe-Noire.

S'adressant aux jeunes de la FMC du département de Pointe-Noire, Vadim Osdet Mvoumba a expliqué que, c'est seulement dans la synergie des forces, la diversité dans l'unité et l'unité dans la diversité, dans la complémentarité, dans le feu de l'action que les jeunes bâtiront la nation congolaise de leur rêve, une seule nation indivisible. Ainsi il a invité la jeunesse de sa formation à participer activement à l'édification de la cité pour, dit-il, toujours gagner en citoyenneté. Selon l'orateur, être citoyen c'est contribuer au développement de nos cités. « Jeunesse de Pointe-Noire, nous souhaitons absolument contribuer à l'essor multidimensionnel de notre pays, parce que le développement repose sur notre responsabilité collective. Le développement repose sur chacun de nous, sur les efforts consentis par chacun de nous. C'est seulement ensemble dans le feu de l'action que nous parviendrons à impulser le progrès et le changement », a-t-il

indiqué. Le changement, pour-suit-il passe par la jeunesse à travers chacun de nous afin de bâtir le Congo de nos rêves, un Congo réconcilié avec lui-même, un Congo toujours plus uni à travers la FMC qui a l'ultime devoir d'animer l'action et l'idéologie du Parti congolais du travail (PCT) vers une jeunesse qui parfois est en mal d'autonomie et d'engagement. Une jeunesse qui souhaite mettre sa pierre à l'édifice Congo.

«La jeunesse est le principal atout de toute société humaine, je souhaite que cette jeunesse puisse se réveiller. Comme le dit le camarade président du comité central du Parti congolais du travail, Denis Sassou N'Guesso et le secrétaire général de ce même parti, Pierre Moussa, l'unité est la préoccupation des sages, l'unité est le socle des victoires à venir; la FMC est d'abord et avant tout, un instrument de lutte au service du développement de la jeunesse. Notre jeunesse vient

de dire non au pessimisme, au tribalisme, à l'anarchie, la nonchalance, la paresse. La jeunesse de Pointe-Noire vient de dire oui au patriotisme, oui à la candidature du camarade président du comité central du Parti congolais du travail, Denis Sassou N'Guesso », a-t-il déclaré.

Dans son mot de bienvenue, Batchi Bacher, premier secrétaire de la FMC dans le département de Pointe-Noire, a signifié que, la présence du secrétaire général de la FMC dans la ville côtière illustre à la fois la détermination de la jeunesse de cette ville en vue de soutenir avec efficacité et détermination le candidat du Parti congolais du travail (PCT) à l'élection présidentielle de mars prochain et d'annoncer les couleurs de la force montante congolaise de cette ville en vue d'accorder une victoire écrasante au président du comité central du PCT, Denis Sassou N'Guesso.

S.I.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



PAIX ET SÉCURITÉ

Todd Haskell salue l'apport de Denis Sassou N'Guesso en Afrique

L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Todd Haskell, a salué, le 15 janvier à Brazzaville, l'implication du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans la recherche des solutions aux conflits en Afrique.



Arrivé au terme de son mandat, le diplomate américain a souligné l'engagement du chef de l'Etat congolais dans la résolution des crises en République Centrafricaine et en République démocratique du Congo.

Il l'a exhorté à plus d'efforts afin d'asseoir une paix durable dans la région dans le cadre de son mandat à la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. « *Je suis en fin de mandat... Je voulais concrétiser l'effort du chef de l'Etat congolais dans l'équilibre régional* », a déclaré Todd Haskell, à l'issue d'une audience avec le chef de l'Etat congolais. Les deux personnalités ont évoqué les sujets d'intérêt commun et passé en revue la coopération entre le Congo et les Etats-Unis, notamment en matière de sécurité régionale, de lutte contre la traite des êtres humains et la pandémie du coronavirus.

La Rédaction

LITTÉRATURE

L'ouvrage « Humilité et gloire » d'Emmanuel Ebolo Lyendza chez l'harmattan-Congo

L'auteur nous parle dans son ouvrage de 118 pages, paru en décembre 2020 aux éditions l'harmattan-Congo, d'un jeune homme, Ngomba, humble et respectueux des traditions ancestrales, qui se retrouve contre son gré marié aux quatre épouses de son père, de son oncle, et de son meilleur ami, tous décédés. Par chance, un événement inattendu change le cours de sa vie.

Après la mort de Kombé, il a fallu que les sages désignent un remplaçant pour s'occuper des enfants et de la femme. Celui-ci n'avait pas de petits ni des grands frères voire des cousins. Ngomba, le fils du défunt est désigné, l'unique héritier crédible et indiscutable de son père. Agé de trente ans, lui qui n'avait pas encore eu le temps de se choisir une épouse, les sages ont décidé de lui donner une femme, sa marâtre, Ongolo, la femme de son défunt père.

Il lui revient la responsabilité de veiller sur cette femme et ses demi-frères et sœurs qui sont devenus désormais ses enfants. Cette proposition a mis tout le monde d'accord même la famille de la veuve « Nous sommes tous d'accord avec cette désignation de Ngomba. Il sera l'époux de notre fille ». Ngomba est le seul chasseur du village à faire des choses incroyables.

Trois ans passèrent, Ongolo n'arrive pas à tomber enceinte, Ngomba s'inquiète, sa femme ne comprend pas ce qui lui arrive, elle qui, déjà, a mis au monde cinq enfants. Accusée par son mari d'être incapable d'enfanter. Ongolo décide secrètement de renouer avec son amant Dzambo, qu'elle rencontrait du temps de son défunt mari Kombé. Selon elle, ses enfants ont pour père biologique Dzambo et non Kombé qui était son mari légitime.

Cette relation adultérine dura deux années, Ongolo n'est pas enceinte, elle a compris que Dzambo n'était pas finalement un fabricant de grossesses et lui fait savoir tout en exprimant le désir de mettre fin à leur nouvelle liaison, Dzambo ne l'accepte pas.

Un jour Ngomba va à la chasse, comme de coutume, avant de quitter le village, il raconte à sa femme, qu'il a fait un songe la nuit dernière « j'ai rêvé que j'ai été attaqué par un éléphant, il m'a déchiré en deux morceaux, vous avez récupéré ces deux

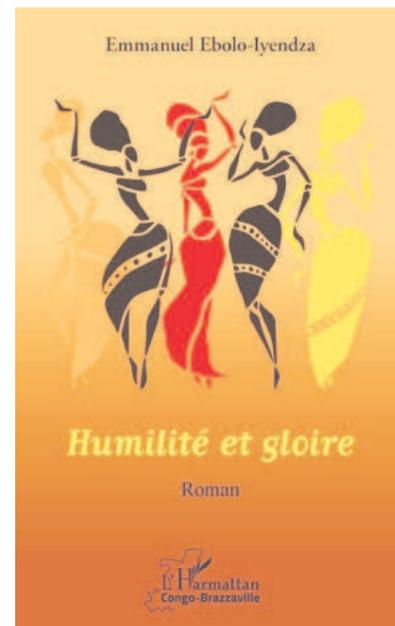
morceaux pour les enterrer. Quand vous vouliez les descendre dans un cercueil, je me suis levé et nous sommes tous revenus au village.

Sa femme l'interdit d'y aller. Ne t'en fais pas, je ferai très attention en forêt, réponds Ngomba. Il est parti, au deuxième jour de la chasse, il est attaqué par un gros mâle d'éléphant, grièvement blessé à la cuisse droite, Ngomba ne pouvait plus se déplacer pour rejoindre le village. Une semaine passe sans qu'il ne retourne au village, tout le monde s'inquiète.

Une vingtaine de chasseurs vont à sa recherche, parmi les chasseurs, il y a Dzambo, qui l'aide à se relever car, ce dernier connaît des techniques de chasse, lui administra quelques soins d'urgence. Les chasseurs le transportent jusqu'au village, il fut soigné pendant trois jours et fut guéri. Tout le village trouve bizarre cette situation. L'éléphant appartient sûrement à quelqu'un qui en voulait à Ngomba ; « nous devons l'identifier et le dénoncer afin qu'un tel acte ne se produise plus ».

Cinq chasseurs ont été désignés, parmi lesquels, Dzambo, pour aller consulter les féticheurs. Les trois féticheurs voyants consultés, désignent unanimement Dzambo le principal responsable de l'accident qui était à Ngomba, Dzambo était déçu que Ngomba soit devenu héritier, quand Ongolo avait décidé de rompre avec lui, il avait cru bon d'éliminer Ngomba à travers l'éléphant avec l'espoir qu'Ongolo pourrait se libérer et ainsi il l'épouserait définitivement.

Cette nouvelle fut rendue publique, Dzambo ayant reconnu les faits accepte de payer l'amende d'adultère et tentative de meurtre. Ngomba perçoit l'amende pour tentative de meurtre, mais refuse celle due à l'adultère. Les villageois se partagent cette somme.



Couvert de honte, Dzambo quitte le village et s'installe avec sa famille à une dizaine de kilomètres. Ngomba pardonne à sa femme l'acte qu'elle avait commis et la garde comme épouse.

Une dizaine d'années passèrent après l'accident de chasse quand arriva une triste nouvelle, l'oncle maternel de Ngomba qui vit au village Allanga est mort, il est frappé par la foudre...

Emmanuel Ebolo-Lyendza est congolais, diplômé d'économie, des sciences de gestion et des sciences et techniques de la communication (journalisme). Il est actuellement consul général de la République du Congo à Guangzhou, en République populaire de Chine. Le roman « Humilité et gloire » est disponible en versions numérique et papier.

Rosalie Bindika

RÉFLEXION

Plaidoyer pour la communauté de défense du Bassin du Congo

L'erreur que risquent de commettre aujourd'hui les Etats de l'Afrique centrale – celle-ci étant entendue au sens large c'est-à-dire incluant les pays des Grands Lacs – serait de croire que l'intégration économique et financière en faveur de laquelle ils s'activent à juste titre permettra de résoudre les problèmes auxquels cette partie du continent africain, l'immense Bassin du Congo, se trouve confrontée. Des problèmes que l'aggravation continue des affrontements en Centrafrique, dans l'Est de la République Démocratique du Congo et dans le nord du Cameroun rend de plus en plus difficile à résoudre et sur lesquels la communauté africaine va devoir se pencher sérieusement si elle veut éviter une crise de grande ampleur dont les dégâts humains seraient considérables à tous égards.

Certes, l'intégration économique et financière qui se dessine aura des effets très positifs du fait de l'abaissement des frontières artificielles

élevées entre les Etats tout au long de l'époque coloniale, en raison aussi de l'augmentation des échanges entre les peuples de la région qui en résultera et de la construction des infrastructures routières et ferroviaires qui favorisera le commerce sur toute l'étendue de cette zone géographique, mais si la sécurité des personnes et des biens n'est pas assurée simultanément sur des bases solides l'on peut être certain que le processus se heurtera très vite à des obstacles insurmontables. D'où cette idée, qui n'est pas nouvelle mais qui s'imposera dans les mois et les années à venir comme une priorité absolue, selon laquelle le temps est venu de construire une communauté sous-régionale de défense capable de garantir à tous les pays, tous les peuples de cette vaste et très riche zone géographique la sécurité sans laquelle leur marche vers le développement durable sera impossible.

L'Histoire moderne est là pour démontrer que c'est bien ainsi que se construisent partout les ensembles

géopolitiques suffisamment puissants et organisés pour se protéger contre les menaces intérieures ou extérieures dont leurs membres sont l'objet, mais aussi pour faire entendre leur voix suffisamment fort sur la scène internationale. A commencer par l'Europe dont l'unité s'est construite, après des siècles de conflits de plus en plus graves, sur la base de l'Alliance atlantique, cette structure militaire voulue et organisée avec l'aide des Etats-Unis au sortir de la deuxième guerre mondiale dans le but de mettre les peuples européens à l'abri de leurs obsessions mortifères, de leurs rivalités destructrices, de leurs duels séculaires afin d'imposer à leurs voisins et leurs frères leur domination sur le plan stratégique.

Il est certain que l'Afrique centrale vit un tournant de son histoire qui peut et doit lui permettre non seulement de franchir une étape décisive sur la voie du développement durable mais également de résoudre elle-même les conflits dont ses peuples sont

victimes. Mais si elle veut franchir rapidement cette étape décisive elle doit se doter sans plus tarder d'un système de défense autonome qui lui permettra de protéger ses frontières, de lutter contre les déviations de toute nature qui surfent sur les oppositions ethniques et religieuses, d'asseoir sa communauté économique et sociale sur des bases solides.

Si l'on y réfléchit bien toutes les cartes sont aujourd'hui sur la table diplomatique et militaire pour mener à bien ce grand dessein dans un délai raisonnable. Dans le temps où Denis Sassou N'Guesso préside la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) après avoir présidé trois années durant la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et où son homologue de la RDC, Félix Tshisekedi, prend la présidence de l'Union africaine tous les feux se mettent au vert sur cette voie éminemment stratégique.

Jean-Paul Pigasse